

**Groupe de Soutien de Genève pour la Protection et la Promotion
des Droits Humains au Sahara occidental**

www.genevaforwesternsahara.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**LE DROIT INALIENABLE À L'AUTO-DÉTERMINATION DU
PEUPLE SAHRAOUI N'EST PAS NEGOTIABLE**

Bir Lehlu / Genève, 12 novembre 2021

Depuis l'invasion du Sahara occidental par le Royaume du Maroc, le mois de novembre est une période de récurrences douloureuses pour le peuple sahraoui.

En effet, le **6 novembre 1975** avait été lancée officiellement l'occupation illégale du Territoire Non Autonome du Sahara occidental par les Forces Armées Royales.

Le **10 novembre 2010**, les mêmes Forces Royales Marocaines détruisaient violemment le camp de protestation pacifique qui abritait des milliers de sahraouis dans le désert (Gdeim Izik).

Le **13 novembre 2020**, les Forces Royales Marocaines sont intervenues dans la zone démilitarisée au sud du Territoire Non Autonome du Sahara occidental (Guarguerat) pour disperser une manifestation pacifique de quelques dizaines de sahraouis qui protestaient contre le pillage et l'exportation illégale des ressources naturelles du Territoire illégalement occupé.

Il y a un an, le 13 novembre 2020, le cessez-le-feu de 29 ans entre le Royaume du Maroc et le Front Polisario, qui était censé ouvrir la voie à l'organisation d'un référendum d'autodétermination sous les auspices des Nations Unies, a pris fin.

Depuis, les forces d'occupation marocaines ont mené une campagne massive de répression contre les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les prisonniers politiques sahraouis, ainsi que contre les civils sahraouis.

Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU encourage constamment les deux parties à travailler avec la communauté internationale pour développer et mettre en œuvre des mesures indépendantes et crédibles pour assurer le plein respect des droits de l'homme, la puissance occupante a verrouillé depuis 2015 l'accès à tout examen indépendant, y compris celui du Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU.

À l'occasion du renouvellement par le Conseil de sécurité de l'ONU de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) le 29 octobre dernier, le Royaume du Maroc, avec le soutien des États-Unis et de la France, a une nouvelle fois refusé d'inclure un mécanisme de surveillance des droits de l'Homme dans le mandat de la MINURSO.

Le Groupe de soutien de Genève pour la protection et la promotion des droits de l'homme au Sahara Occidental déplore profondément l'attitude des deux puissances occidentales, qui offrent inexplicablement l'immunité et l'impunité pour les violations généralisées, graves et systématiques du droit international humanitaire et des droits de l'homme par la puissance occupante, le Royaume du Maroc.

En l'absence de contrôleurs et d'observateurs extérieurs, les Sahraouis sont livrés à eux-mêmes pour documenter et rapporter les violations des droits humains dont ils sont victimes. Ceux qui tentent de briser le blocus et la culture d'impunité actuelle risquent leur vie, leur sécurité et leur liberté pour le faire, comme cela a été le cas pour tous les militants sahraouis actuellement emprisonnés.

Organisés en collectifs de médias, les **journalistes sahraouis** sont devenus une source d'information essentielle et fiable, tant pour les observateurs internationaux des droits de l'homme que pour les organisations médiatiques qui ne peuvent accéder au territoire. La figure des journalistes citoyens, souvent dépourvus de titre officiel ou d'accréditation, est particulièrement critique dans les endroits du monde où la liberté de la presse est sévèrement restreinte ou absente, comme c'est le cas dans le territoire non autonome occupé du Sahara occidental, laissant les journalistes sahraouis dans une position vulnérable alarmante.

La répression généralisée a été suivie de près par Amnesty International¹, Human Rights Watch² et Front Line Defenders³, qui ont documenté l'intensification des représailles contre les défenseurs des droits humains sahraouis par les forces de sécurité marocaines. Selon l'ACAT-France⁴, le niveau de violence et de répression est similaire à la répression observée après l'Intifada sahraouie de 2005 et après le démantèlement violent du camp de Gdeim Izik en 2010.

Récemment, l'ONU a envoyé trois communications conjointes au Royaume du Maroc⁵ - documentant⁶ des⁷ violations dans 24 cas individuels ; soutenues par de nombreuses communications⁸ et avis rendus par le Groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire⁹.

¹ <https://www.amnesty.org/en/documents/mde29/4404/2021/en/>

² <https://www.hrw.org/news/2020/12/18/western-sahara-morocco-cracks-down-activists>

³ <https://www.frontlinedefenders.org/en/statement-report/western-sahara-ongoing-harassment-and-intimidation-against-sahrawi-human-rights>

⁴ <https://www.acatfrance.fr/appele-urgent/le-defenseur-hassan-abba-agresse-par-la-police-marocaine>

⁵ Al Mar 5/ 2020 of 7 January 2021 (8 victims), <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=25731>

⁶ UA Mar 5/2021 of 10 June 2021 (14 victims), <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26478>

⁷ AL MAR 4/2021 of 16 June 2021 (2 victims), <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gId=26415>

⁸ Les communications émises par les procédures spéciales comprennent notamment la communication émise en relation avec l'arrestation et la torture et la violation du droit à un procès équitable pour les prisonniers de Gdeim Izik (AL MAR 3/2017), la communication émise en réponse à l'arrestation violente du journaliste sahraoui Walid Salek El Batal (AL MAR 3/2019), et la communication émise en réponse aux accusations illégales portées contre la journaliste sahraouie Nazihah El Khalidi (AL MAR 2/2019 et AL MAR 1/2019), y compris les communications émises l'emprisonnement du jeune journaliste sahraoui Khatri Dadda (Al Mar 3/2020) et l'étudiant sahraoui emprisonné Hussein Bachir Brahim (JAL Mar 2/2020). Voir la base de données : <https://spcommreports.ohchr.org/TmSearch/Results>

⁹ Il est fait référence à l'avis n° 39/1996, l'avis n° 4/1996, dans l'avis n° 11/2017 concernant Salah Eddin Bassir, dans l'avis n° 31/2018 concernant Mohamed Al-Bamary, dans l'avis n° 58/2018 concernant Ahmed Aliouat, dans l'avis n° 60/2018 concernant Mbarek Daoudi, dans l'avis n° 23/2019 concernant Laaroussi Ndour, dans l'avis n° 67/2019 concernant le Groupe des étudiants (14 victimes), dans l'avis n° 52/2020 concernant Ali Saadouni et dernièrement dans l'avis n° 68/2020 concernant Walid Salek El Batal. Voir la base de données :

Le 10 juin 2021, et tout en dénonçant des violations dans un total de 14 cas, un total de six titulaires de mandat¹⁰ de l'ONU ont collectivement dénoncé la répression généralisée dans le territoire occupé du Sahara occidental, déclarant que les violations comprennent un effort concentré pour intimider et dissuader les défenseurs des droits de l'homme au Sahara occidental d'exercer leurs droits à la liberté d'expression et d'association, et pour exercer des représailles contre les défenseurs des droits de l'homme pour leurs activités pacifiques et légitimes, y compris le partage d'informations et le dialogue avec l'ONU, et l'adhésion à des organisations des droits de l'homme¹¹. La communication a été suivie par un communiqué de presse fort du 1er juillet 2021, condamnant la répression généralisée contre les défenseurs des droits de l'homme sahraouis¹².

L'assignation à résidence arbitraire en cours de la défenseuse des droits humains **Sultana Khaya** et de sa sœur Luara constitue l'un des exemples et symboles les plus graves de la répression menée dans les territoires occupés du Sahara occidental. Depuis le 19 novembre 2020, elle et les membres de sa famille sont assignés à résidence de manière arbitraire par les forces d'occupation marocaines, et subissent systématiquement des violences physiques, psychologiques et sexuelles. Le 10 mai, ils ont saccagé le domicile, arrêté trois militants qui vivaient avec la famille, battu Sultana et sa sœur, détruit des meubles et volé des documents, de l'argent, des ordinateurs et des objets de valeur. Le 12 mai, ils ont violé Sultana et sa sœur, et ont versé un liquide toxique et nauséabond dans toute la maison, qui a rendu la famille Khaya malade¹³. Le 22 août, des agents marocains ont à nouveau fait irruption dans la maison. Ils ont agressé sexuellement Sultana et sa sœur et ont exposé de force Sultana au COVID-19, probablement en frottant un tissu rugueux imbibé d'une substance non identifiée sur le nez et la bouche de Sultana. Sultana a commencé à ressentir les symptômes du virus dans la semaine qui a suivi ce raid avant d'être testée positive au COVID-19 le 1er septembre. Jusqu'à ce jour, l'assignation à résidence se poursuit avec la même force, se manifestant par une nouvelle descente de police aux premières heures du 8 novembre, au cours de laquelle Sultana, sa sœur et sa mère ont été soumises à des violences physiques et sexuelles, Sultana s'étant également vu injecter une substance inconnue, la laissant dans un état de santé critique.

Au cours de l'année, des représailles généralisées contre les **prisonniers politiques** sahraouis ont également été documentées, consistant en un isolement accru et une privation arbitraire de leurs droits, aggravés par des menaces, des intimidations et une discrimination raciale. Deux prisonniers politiques sahraouis ont même lancé des grèves de la faim ouvertes en réponse au traitement inhumain et à l'isolement continu. Yahya Mohamed Elhafed Iaazza, détenu arbitrairement depuis plus de 13 ans, a entamé une grève de la faim en juillet 2021 après avoir disparu pendant 8 semaines alors qu'il était isolé et privé de ses droits les plus fondamentaux, notamment celui de préparer sa propre nourriture.

¹⁰ Le Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression, le Rapporteur spécial sur la liberté d'association, le Rapporteur spécial sur la torture et le Groupe de Travail sur la discrimination à l'égard des femmes.

¹¹ Ibid.

¹² <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27244&LangID=S>

¹³ Lire le récit de l'assignation à résidence et des violences sexuelles de Sultana dans l'article d'opinion qu'elle a publié : Sultana Khaya, I've Been Raped, Beaten and Held under House Arrest for Fighting for My Sahrawi People, CNN, July 29, 2021, <https://edition.cnn.com/2021/07/29/opinions/morocco-western-sahara-activist-raped-beaten-khaya/index.html>

L'un des prisonniers de Gdeim Izik, Mohammed Lamin Haddi, a également lancé plusieurs grèves de la faim ouvertes au cours de l'année pour protester contre ses conditions de détention, notamment son isolement continu, les négligences médicales et la privation de ses droits fondamentaux. Sa situation reste très préoccupante, Mohammed Lamin Haddi menant actuellement une grève de la faim ouverte qu'il a entamée le 27 septembre 2021.

Rien qu'en octobre 2021, il a été rapporté que les prisonniers politiques sahraouis se trouvaient sous une surveillance accrue tout en étant privés de leur droit de contacter le monde extérieur. La détérioration de la situation serait directement liée au traitement du dossier du Sahara Occidental par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les prisonniers de Gdeim Izik détenus dans la prison de Kenitra ont été forcés de parler dans le dialecte arabe marocain Darija par opposition au Hassania, le dialecte arabe parlé au Sahara Occidental - ce qui constitue clairement une discrimination raciale contre les défenseurs des droits humains sahraouis emprisonnés au Maroc. En signe de protestation, les prisonniers de Gdeim Izik ont entamé une grève de la faim d'avertissement de 48 heures, aux côtés de leur collègue Mohamed Lamin Haddi, qui a entamé une grève de la faim ouverte. Les organisations de défense des droits de l'homme appellent régulièrement le Maroc à libérer tous les prisonniers politiques sahraouis, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire ayant jugé leur détention arbitraire. Le Maroc continue cependant à ignorer les appels de la communauté internationale et des mécanismes des droits de l'homme de l'ONU.

Le Groupe de Soutien de Genève pour la Protection et la Promotion des Droits de l'Homme au Sahara Occidental appelle toutes les Hautes Parties Contractantes à appliquer l'article 1 commun aux quatre Conventions de Genève et à s'assurer que la puissance occupante, le Royaume du Maroc, applique pleinement la Quatrième Convention de Genève dans le Territoire Non Autonome Occupé du Sahara Occidental.

Le Groupe de Soutien de Genève pour la Protection et la Promotion des Droits de l'Homme au Sahara Occidental appelle les membres du Comité Spécial de l'ONU sur la Décolonisation, du Conseil de Sécurité de l'ONU et du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU à remplir leur mandat en prenant les mesures nécessaires, en conformité avec les principes et les objectifs de la Charte de l'ONU, afin de protéger la population sahraouie et de garantir que le peuple sahraoui puisse exercer librement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée "Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux".

Contacts:

Abba El Haissan –CONASADH
+213-655366853 (Whatsapp/Signal)
ujsahara@gmail.com

Gianfranco Fattorini – AAJ
+41-793265102 (Whatsapp/Signal)
fgf.aaj@outlook.com

Signataires (303 NGOs)

ACAT Nyonsais-Baronnies, Acció Solidària amb el Sàhara, Acción Solidaria Aragonesa (ASA), African Hungarian Unión, African Law Foundation (AFRILAW), Afrika Netzwerk Bremen e.V., Agrupación Chilena de Ex Presos políticos, Alliance de l'Europe centrale et orientale de solidarité avec le peuple Sahraoui, **American Association of Jurists (AAJ)***, Amigos por un Sahara Libre, ARCI Città Visibili, A.R.S.P.S. - Rio de Oro, Artisans du Monde Vaison la Romaine / Pain et Liberté, Asociación ALOUDA de Amigos del pueblo saharai de Altoaragón, Asociación Amal Centro Andalucía, Asociación Amal Nanclares, Asociación Amigos del Pueblo Saharai del Campo de Gibraltar (FANDAS), Asociación Amigos del Pueblo Saharai de Toledo, Asociación de Amigos y Amigas de la R.A.S.D. de Álava, Asociación de Amistad con el Pueblo Saharai de Albacete, Asociación de Amistad con el Pueblo Saharai de Sevilla, Asociación de Apoyo al Pueblo Saharai de Jaén, Asociación ARDI HURRA, Asociación Asturiana de Solidaridad con el Pueblo Saharai, Asociación Awlad El Mezna Murcia, Asociación Baha Malaga, Asociación Banat Sagua y Wad Dahab, Asociación Canaria de Amistad con el Pueblo Saharai (ACAPS), Asociación Canaria de Solidaridad con el Pueblo Saharai, Asociación Chilena de Amistad con la República Árabe Saharai Democrática, Asociación Colombiana de Amistad con el Pueblo Saharai, Asociación de la Comunidad Saharai en Argon (ACSA), Asociación Concordia Tenerife, Asociación Convsol Amurrio, Asociación Cultural Peruano Saharai, Asociación de Discapacitados Saharais, Asociación Doctora Beituha, Asociación Ecuatoriana de Amistad con el Pueblo Saharai (AEAPS), Asociación Enour, **Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos (AEDIDH)***, Asociación de Familiares de Presos y Desaparecidos Saharais (AFAPREDESA), Asociación por la Justicia y los Derechos Humanos, Asociación de Médicos Saharai en España, Asociación Mexicana de Amistad con la República Árabe Saharai A.C. (AMARAS), Asociación Navarra de Amigos y Amigas de la R.A.S.D. (ANARASD), Asociación Navarra de Amigos y Amigas del Sahara (ANAS), Asociación Panameña Solidaria con la Causa saharai (APASOCASA), Asociación Pro Derechos Humanos de España (APDHE), Asociación Profesional de Abogados Saharais en España (APRASE), Asociación por la Protección de los Presos Saharai en las Cárceles Marroquí, Asociación Rimal Sàhara-Tormes, Asociación Riojana de Amigos de la R.A.S.D., Asociación Sahara Euskadi Vitoria, Asociación Sahara Gasteiz Vitoria, Asociación Sahara Ihsan, Asociación Saharai contra la Tortura, Asociación Saharai para la Protección de los Derechos Humanos y los Recursos naturales, Asociación Saharai para la Protección y Difusión del Patrimonio cultural Saharai, Asociación de Saharais en Alicante, Asociación de Saharais en Ávila, Asociación de Saharais en Bal, Asociación de Saharais en Fuerteventura, Asociación de Saharais en Grenada, Asociación de Saharais en Jerez de la Frontera, Asociación de Saharais en Lebrija, Asociación de Saharais en Tenerife, Asociación de Saharais en Valdepeñas, Asociación Sidemu Mojtar Estepona, Asociación Tawasol Llundio, Asociación Um Draiga de Zaragoza, Asociación Venezolana de Solidaridad con el Sàhara (ASOVESSA), Asociación de Víctimas de Minas (ASAVIM), Asociación de Zamur Valencia, Associação Amigos e Solidaridade ao Povo Saharai (ASAHARA), Associació d'Amics del Poble Sahrauí de les Iles Balears, Association des Amis de la RASD (France), Association de la Communauté Sahraouie en France, Association pour la Conservation de l'Environnement, Association Culture Sahara, Association culturelle Sahraouie en France, Association des Femmes Sahraouies en France, Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA), Association of Humanitarian Lawyers, **Association Mauritanienne pour la Promotion du Droit***, **Association Mauritanienne pour la Transparence et le Développement – ATED***, Association for the Monitoring of Resources and for the Protection of the Environment in Western Sahara (AMRPENWS), **Association Nationale des Echanges entre Jeunes (ANEJ)***, Association pour un Référendum libre et régulier au Sahara occidental (ARSO), Association Sahara Matinba Bruxelles, Association Sahraouie des Victimes des Violations Graves des Droits de l'Homme Commises par l'Etat Marocain (ASVDH), Association des Sahraouis en Belgique, Association des Sahraouis de Bordeaux, Association des Sahraouis du Centre de la France, Association des Sahraouis de Les Mureaux, Association des Sahraouis de Mantes-la-Jolie, Association des Sahraouis de Montauban, Association des Sahraouis de Perigueux, Association de Solidarité avec le Peuple Sahraoui (ASPS), Association de la Vie Maghrébine pour la Solidarité et le Développement (AVMSD), Associazione bambini senza confini, Associazione Jaima Sahrawi per una soluzione giusta e non violenta nel Sahara Occ., Associazione Nazionale di Solidarietà con il Popolo Saharai, Associazione di solidarietà con il Popolo Saharawi Kabara Lagdaf, Australia Western Sahara Association (AWSA), attac Hungarian, Bentili Media Center, Bremer Informationszentrum für Menschenrechte und Entwicklung (biz), Bureau International pour le Respect des Droits Humains au Sahara occidental (BIRDHSO), Campaña Saharai para la sensibilización sobre el peligro de Minas

(SCBL), Cantabria por el Sáhara, Central Unitaria de Trabajadores de Chile, Centro Brasileiro de Solidaridad con los Pueblos y Lucha por la Paz, CEBRAPAZ, Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J." (CSMM), Centro Saharai por la Salvaguardia de la Memoria, Colectivo Saharai en Estepona, Colectivo Saharai en Gipuzkoa, Colectivo Saharai en Jaén, Colectivo Saharai en Lanzarote, Collectif des Défenseurs Saharaouis des droits de l'homme (CODESA), Comisión Ecuménica de Derechos Humanos de Ecuador (CEDHU), Comisión General Justicia y Paz, Comisión Media Independientes, Comisión Nacional de los Derechos Humanos de la República Dominicana (CNDH-RD), Comisión Nacional Saharai por los Derechos Humanos (CONASADH), Comitato "Selma2.0"-odv, Comité d'Action et de Réflexion pour l'Avenir du Sahara Occidental, Comité de Amistad con el pueblo Saharai – Argentina, Comité de Apoyo por el Plano de Paz y la Protección de los Recursos Naturales en el Sáhara Occidental, Comité Belge de soutien au Peuple Sahraoui, Comité de Defensa del Derecho de Autodeterminación (CODAPSO), Comité de Familiares de los 15 Jóvenes Secuestrados, Comité de Familiares de Mártires y Desaparecidos, Comité de Familiares de los Presos Políticos Saharais, Comité de Jumelage et d'Echange Internationaux / Gonfreville l'Orcher, Comité de Protección de los Defensores Saharais – Freedom Sun, Comité de Protección de los Recursos Naturales, Comité Saharai de Defensa de Derechos Humanos (Glaimim), Comité Saharai de Defensa de Derechos Humanos (Smara), Comité Saharai de Defensa de Derechos Humanos (Zag), Comité Saharai por el Monitoreo de los Derechos Humanos (Assa), Comité de Solidaridad Oscar Romero, Comité de soutien au Plan de Résolution Onusien et pour la protection des Ressources Naturelles au Sahara Occidental, Comité Suisse de soutien au Peuple Sahraoui, Comité de Victimas de Agdz y Magouna, Comunidad Saharai en Aragón, Comunidad Saharai en Asturias, Comunidad Saharai en Balmaseda, Comunidad Saharai en Cantabria, Comunidad Saharai en Castilla y León, Comunidad Saharai en Castilla la Mancha, Comunidad Saharai en Catalunya, Comunidad Saharai en Cordoba, Comunidad Saharai en Jerez y Cadiz, Comunidad Saharai en La Rioja, Comunidad Saharai en Las Palmas, Comunidad Saharai en Madrid, Comunidad Saharai en Murcia, Comunidad Saharai en Navarra, Coordinadora de Asociaciones de Solidaridad con el Pueblo Saharai de la Provincia de Alicante, Coordinadora Estatal de Asociaciones Solidarias con el Sáhara (CEAS – Sáhara), Coordinadora de Gdeim Izik para un Movimiento Pacífico, Coordinadora de los Graduados Saharais Desempleados, Coordinadora d'Organizacions No-Governmentals de Cooperació al Desenvolupament (CONGDIB), Coordinadora de las ONGs en Aaiún, Coordinadora Saharai de Derechos Humanos de Tantan, Corriente Peronista Descamisados, Croatia Solidarity Committee with Western Sahara, Cultures of Resistance Network; **December Twelfth Movement International Secretariat***, Der Elefant e.V., Diaspora Saharai en Bizkaia Disabi, Emmaus Åland, Emmaus Stockholm, Equipe Média, European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights (ELDH), Federació ACAPS de Catalunya, Federació d'Associacions de Solidaritat amb el Poble Sahrauí del País Valencià, Federación Andaluza de Asociaciones Solidarias con el Sahara (FANDAS), Federación de Asociaciones de Amigos del Pueblo Saharai de Extremadura (FEDESAEX), Federación de la Comunidad de Madrid de Asociaciones Solidarias con el Sahara (FEMAS Sahara), Federación Deportistas Saharais en España, Federación Estatal de Instituciones Solidarias con el Pueblo Saharai (FEDISSAH), Fédération sportive des Sahraouis en France, FEMAS – Madrid, Fondation Frantz Fanon, Forum Futuro de la Mujer Saharai, **Freehearts Africa Reach Out Foundation (FAROF)***, Freiheit für die Westsahara e.V., Friends of Western Sahara Japan, Fundación Constituyente XXI, Fundación Mundubat, Fundación Sahara Libre-Venezuela, Fundación Sahara occidental - Portugal, **Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social (Fundalatin)***, Giuristi Democratici, Global Aktion - People & Planet before profit, Global Monitoring Center, Grace Initiative Global, Group of International Legal Intervention of the Center of Research and Elaboration on Democracy (CRED-GIGI), Groupe Non Violence Active (NOVA SAHARA OCCIDENTAL), Grupo por la renuncia de la Nacionalidad Marroquí, **Habitat International Coalition***, Haldane Society of Socialist Lawyers, Housing and Land Rights Network, Human & Environment e.V., Human Rights Defenders Solidarity Network Uganda, Hungarian Solidarity Committee with Western Sahara, Hungarian Universal Peace Federation, Ibsar Al Khair Association for the Disabled in Western Sahara, **Indian Council of South America (CISA)***, **International Association Against Torture (IAAT-AICT)***, **International Association of Democratic Lawyers (IADL)***, **International Educational Development, Inc.***, **International Fellowship of Reconciliation (IFOR)***, International Platform of Jurists for East Timor, Kabara Lagdaf, LESTIFTA - Amigos del Pueblo Saharai de Teruel, **Liberation***, Liga Argentina por los Derechos Humanos, Liga de Abogacia Saharai en España, Liga de Defensa de los Presos Políticos Saharai, Liga de Estudiantes Saharais en España, Liga de Medicos Saharais en España, Liga de Mujeres Saharais en España, Liga Nacional dos Direitos Humanos, Liga de Periodistas Saharais en España, Liga Saharai de defensa de Derechos Humanos y Protección de RW-Bojador, Ligue des Jeunes et des Etudiants

Sahraouis en France, Ligue pour la Protection des Prisonniers Sahraouis dans les prisons marocaines (LPPS), MAKSRA - Asociación de Amigos del Pueblo Saharaui de Segovia, **Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)***, Movimento Solidariedade Sahara Occidental em Timor-Leste, Movimiento Valenciano de Ayuda al Pueblo Saharaui, National Association of Democratic Lawyers (NADEL), National Lawyers Guild (U.S.), National Television Team, Neon Metin Media, Nigerian Movement for the Liberation of Western Sahara, Nomad SHRC, Norwegian Support Committee for Western Sahara, NOVACT- International Institute for Nonviolent Action, Nushatta Foundation for Media and Human Rights, Observatoire des Médias Saharouis pour documenter les violations des droits de l'homme, Observatorio Aragonés para el Sáhara Occidental, Observatorio Asturiano de Derechos Humanos para el Sáhara Occidental (OAPSO), Observatorio Saharaui por el Niño y la Mujer, Observatorio Saharaui de Protección del Niño, Observatorio Saharaui de Recursos Naturales, 1514 Oltre il muro, Organización Contra la Tortura en Dakhla, Organización Saharaui por la Defensa de las libertades y la dignidad, Pallasos en Rebeldía y Festiclown, Partido Humanista Peruano, **Paz y Cooperación***, **Plataforma de Mulheres em Acção***, Plataforma de Organizaciones Chile Mejor Sin TLC, Polish Solidarity Committee with Western Sahara, Por un Sahara Libre, Proyecto Audiovisual: La Saharaui Colombiana, Resistencia Nacional Estudiante de Timor-Leste (RENETIL), **Right Livelihood Foundation***, Saharaui Unterstützungsverein Wien, Saharawi Advocacy Campaign, Sahrauische Diaspora in Deutschland, Saharawi Association for Persons with Disabilities in Western Sahara, Saharawi Association in the USA (SAUSA), Saharawi Campaign against the Plunder (SCAP), Saharawi Center for Media and Communication, Saharawi Media Team, Saharawi Voice, Sahrawis förening i Sverige, Salma e.V., Sandblast Arts, Schweizerisches Unterstützungs Komitee für die Sahraouis Bern, Sindicato Español Comisiones Obreas (CCOO), Slovenian Solidarity Committee with Western Sahara, **Society for Threatened Peoples (STP)**, Solidariedade Galega col Pobo Saharaui (SOGAPS), Stichting Zelfbeschikking West-Sahara, Tayuch Amurio, terre des homme schweiz, The Icelandic Western Sahara Association, The Norwegian organization for justice and development, The Swedish Western Sahara Committee, TIRIS - Associazione di Solidarietà con il Popolo Saharawi, Uganda Solidarity Movement with Western Sahara, Ukrainian Association of Democratic Lawyers, UNAFRAID art publication; Unión de Asociaciones Solidarias con el Sáhara de Castilla y León, Union des Ingénieurs Sahraouis, Unión de Juristas Saharouis (UJS), Unión Nacional de Abogados Saharouis, Unión Nacional de Estudiantes de Saguia El Hamra y Rio de Oro (UESARIO), Unión Nacional de la Juventud de Saguia El Hamra y Rio de Oro (UJSARIO), Unión Nacional de Mujeres Saharouis (UNMS), Unión Nacional de Trabajadores de Saguia El Hamra y Rio de Oro (UGTSARIO), Unión de Periodistas y Escritores Saharouis (UPES), US Western Sahara Foundation, VZW de Vereniging van de Sahrawi Gemeenschap in Belgie, Werken Rojo - Medio de comunicación digital, Western Sahara Resource Watch España (WSRW España), Western Sahara Times, **World Barua Organization (WBO)***, **World Peace Council***, ZEOK e.V. – Zentrum für europäische und orientalische Kultur from Leipzig.

* ONGs dotées du statut ECOSOC